M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) propose, appuyé par M. Winch, que la Chambre s'ajourne aujourd'hui à quatre heures.

Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) a dit alors:

Monsieur l'Orateur, je m'étais d'abord levé pour soutenir que la motion est recevable.

Votre Honneur a dit:

Le député aimerait peut-être parler maintenant sur la motion elle-même.

On ne peut douter, monsieur l'Orateur, qu'en prononçant ces paroles, le 17 juillet, vous ayez jugé qu'il s'agissait d'une motion recevable qui pouvait être présentée par n'importe quel député et non point nécessairement par le leader du gouvernement à la Chambre. Votre Honneur a décrété que la motion était correcte du point de vue de la procédure et parfaitement conforme à notre Règlement. J'estime, à la suite de cette décision, et le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) ayant traité à fond les précédents à cet égard, que c'est une motion régulière, recevable et qu'elle devrait être mise aux voix.

A propos de l'argument selon lequel seul le leader du gouvernement à la Chambre peut présenter une motion de ce genre; je répète que la motion ne concerne pas les travaux. Elle a trait à l'heure de l'ajournement de la Chambre. Hier soir, nous avons observé la colère du Parlement. Si les leaders à la Chambre peuvent se réunir, négocier et respecter la dignité ainsi que le décorum de la Chambre, l'effort en vaudra la peine, car le Canada observe le Parlement, ce Parlement dont il ne peut se passer. C'est le Parlement qui décidera s'il va vivre ou mourir. La motion a pour but de donner aux leaders à la Chambre la possibilité de s'asseoir autour d'une table et de négocier en vue d'un compromis.

Si j'avais eu un autre mobile ou une autre raison en proposant la motion, je n'aurais pas pris la parole pour la présenter. J'affirme qu'elle est conforme à la procédure et que le principe de sa présentation est justifié. C'est le genre de motion qui, d'après nous, pourrait conférer à cet endroit la dignité que les Canadiens attendent de nous et nous permettre d'éviter la guillotine—moyen que le premier ministre (M. Trudeau) et le président du Conseil privé souhaitent utiliser.

● (3.40 p.m.)

M. l'Orateur: Je rappellerai aux députés qu'ils devraient s'en tenir au rappel au Règlement, à savoir si la motion proposée est recevable.

[M. Woolliams.]

S'ils n'ont plus rien à dire, j'aimerais parler brièvement de la motion proposée. Je dirais d'abord, qu'en dépit de ce qu'ont pu dire les députés de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) et le député de Calgary-Nord (M. Woolliams), la présidence n'a pas rendu de décision lorsque la question a d'abord été soulevée, lorsque le député de Winnipeg-Nord-Centre a d'abord proposé la motion. Il s'agit d'une motion d'un genre tout à fait nouveau, le député le sait, à tel point que la présidence seule, ou avec l'aide des services du greffier, a eu de la difficulté à décider si elle devait être acceptée ou rejetée, mais vu que personne ne s'y est opposé, la Chambre en a été saisie. Je ne me sens donc pas lié par quoi que ce soit, parce qu'il n'y a pas eu de décision. Une motion a tout simplement été mise en délibération, voilà mon opinion, et j'en suis convaincu.

D'autre part, je fais encore les mêmes réserves que tantôt. Je ne puis admettre l'argument du président du Conseil privé (M. Macdonald) car, comme l'ont signalé d'autres députés qui ont participé au débat, le précédent qu'il a invoqué ne se rapportait pas à la question à l'étude, mais plutôt à l'ordre des travaux de la Chambre, ce que ne prévoit pas l'article 42(1) du Règlement. A mon avis, cet article ne vise pas le précédent qu'il a invoqué.

D'autre part, le précédent très intéressant qu'ont fait valoir les membres de l'opposition qui ont participé au débat, n'est pas non plus vraiment pertinent, car ce précédent établi en 1961 a trait essentiellement au prolongement des séances et, comme les députés le savent, notre nouveau Règlement, surtout l'article 6(5)(a), prévoit le genre de situation visée par le précédent. C'est donc dire que ni l'un ni l'autre des précédents contre ou en faveur de la motion ne me convainc.

Si quelque chose milite en faveur de la motion, c'est l'article même du Règlement. Je fais de sérieuses réserves sur l'article du Règlement, quant à savoir s'il signifie réellement ce qu'il est censé signifier. Les députés savent qu'ils doivent se reporter à la traduction française pour l'interpréter comme ils le veulent. A mon avis, il est aussi légitime d'interpréter la version française de notre Règlement que la version anglaise, mais cela produit un nouveau principe selon lequel les députés doivent se reporter à un côté de la page du Règlement pour interpréter l'article d'une façon ou d'une autre. Toutefois, je ne